

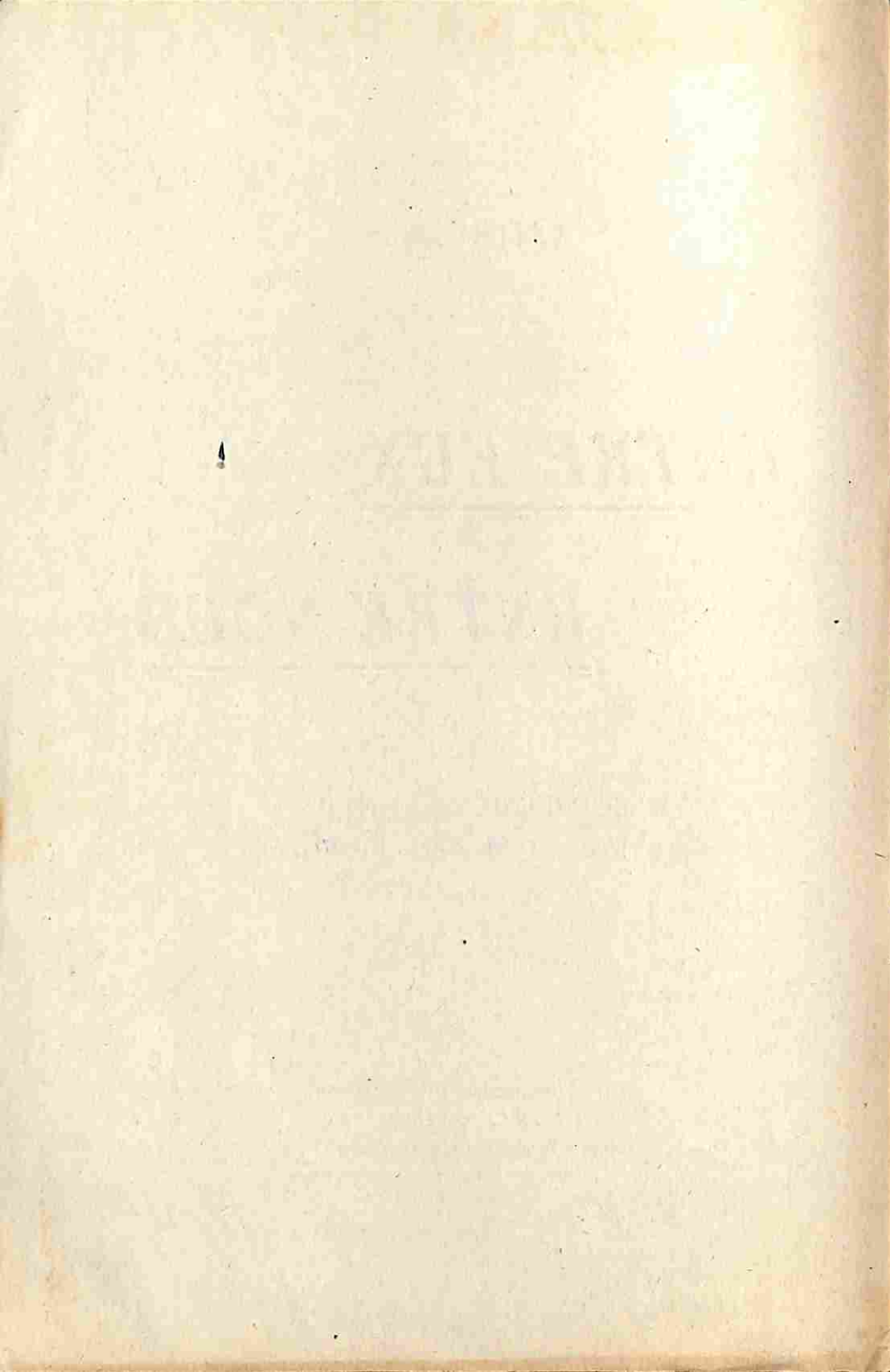
CINÉAS

ENTRE EUX

ENTRE NOUS

SUPPLÉMENT au N° 11
de la Revue "Mercure de Flandre"
Novembre 1925

Gratuit pour les abonnés
1 fr. 20 en timbres
pour les acheteurs au N°



ENTRE EUX - ENTRE NOUS

ENTRE EUX

Si le spectacle des actualités parlementaires ne finit pas par apprendre aux Français du Nord que la politique nationale se fait sans eux, se passe tout entière en dehors et au-dessus d'eux, c'est qu'ils ont décidément des yeux pour ne rien voir, des oreilles pour ne rien entendre, un cerveau pour ne pas comprendre, et des droits politiques pour ne pas savoir ou ne pas oser s'en servir.

Les politiciens méridionaux (Juifs et coloniaux compris) ne mettent plus la moindre discrétion à rafler tous les portefeuilles ministériels, toutes les hautes dignités parlementaires, toutes les présidences des Commissions de la Chambre et du Sénat, tous les postes administratifs dirigeants. Ils se les partagent comme un butin légitime. Chacun exige sa part, et tous les autres reconnaissent qu'elle lui est bien due. Ils font couramment des échanges de fonctions gouvernementales. Tel petit pédagogue de Carpentras s'adjuge la *Guerre*. Tel avocasson gaulois veut bien se contenter des *Sceaux* à la place de l'*Intérieur*. Tel politicien bordelais aurait bien voulu échanger le *Commerce* contre le Gouvernement de la *Banque de France*. On lui doit, on lui trouvera quelque fromage compensatoire.

Quand toutes les grosses prébendes sont accaparées, on en invente, on en crée. Témoin l'*Institut de Coopération intellectuelle*, élégante farce dont la véritable destination est de loger dans un palais national, avec de gros appointements, M. Luchaire, méridional d'académie, languedocien militant.

Le régime actuel ne pourvoit pas aux besoins nationaux, il pourvoit les méridionaux venus à Paris pour y conquérir la France. Notre République n'est, tout compte fait, qu'une oligarchie de politiciens et de bureaucrates méridionaux, gouvernant, exploitant, administrant la France entre eux et pour eux.

Ceux-ci ont soin d'ailleurs de consentir quelquefois à partager cet immense gâteau, quand ils ont, par exemple, à partager du même coup quelque responsabilité dangereuse — ou pour sauver les apparences, ou pour utiliser les mauvais morceaux dédaignés par les gros mangeurs méridionaux, ou encore pour payer des services rendus ou à rendre à l'oligarchie sudiste. C'est ainsi que la République se donne parfois des Ministres qui ne sont ni du Centre, ni du Midi. Mais quand ils ont une valeur quelconque, ceux là sont bientôt en butte à une hostilité qui ne recule devant aucun moyen pour leur signifier que n'étant pas méridionaux, ils sont de véritables intrus au pouvoir, et pour les en chasser. Une fois abattus, ils sont frappés d'ostracisme et murés vivants dans une impopularité définitive. Car le Midi n'admet à ses côtés, au banquet du pouvoir, que des professionnels de la mendicité politique, des

petits rongeurs de tout repos du type Daniel-Vincent, des invités n'apportant avec eux aucune vue personnelle, aucune tendance incompatible avec le régime sudiste — des figurants étroitement inféodés aux disciplines et aux programmes des partis dont les directions viennent du Midi.

De sorte que critiquer et déplorer la politique actuelle de destruction sociale de gaspillage financier, d'incohérence et d'incapacité générale, en accusant le régime, c'est parler pour ne rien dire si on ne précise pas, si on n'accuse pas le *régime du Midi*, si on ne s'en prend pas à cette République des camarades où tous les camarades sont du Centre ou du Midi, à cette Constitution de fait en vertu de laquelle c'est le Nord qui travaille et crée la richesse, et c'est le Midi qui gouverne et flambe les finances.

Si la France est aujourd'hui fourvoyée dans une impasse dont personne ne voit comment elle pourra sortir, ce sont des pilotes méridionaux qui l'y ont conduite, avec leurs partis pris, leurs passions, leurs ambitions, leurs mœurs électorales, et leur insuffisance brouillonne. Et, s'il devient de jour en jour plus difficile d'espérer qu'elle se tirera saine et sauve de ce sinistre défilé, c'est parce que les politiciens du Midi deviennent de plus en plus les maîtres exclusifs de la République.

Jamais leur mainmise sur les affaires nationales ne s'était établie avec plus d'impudence qu'au dernier Congrès de Nice. Tout s'y est passé entre méridionaux. Les élus des départements les moins peuplés, les plus arriérés au point de vue de l'activité économique et de la valeur fiscale, ont discuté et décidé souverainement de l'orientation politique nationale, et leur mot d'ordre est devenu aussitôt l'impératif devant lequel les pouvoirs constitués de la nation se sont inclinés avec une soumission absolue.

Ces dirigeants supérieurs à la Constitution se sont aussi préoccupés du lieu où ils tiendront leurs prochaines assises pour promulguer les décrets de leur souveraineté suprême. Trois villes ont été proposées, trois villes du Midi, naturellement, Bordeaux, Toulouse, Lyon. Quant aux villes du Nord il ne peut même pas en être question ! (1)

Impossible de proclamer plus insolemment le caractère exclusivement méridional des groupes de politiciens qui ont accaparé toutes les réalités du pouvoir républicain. Les Méridionaux ne cachent même plus leur parti pris de disposer des destinées de la France entre eux et chez eux. De sorte que notre République, qui se dit française pour la forme, n'est, en fait, que méridionale. Il suffit d'ailleurs de s'en être aperçu une bonne fois pour avoir la clé de toutes les aberrations, de tous les imbroglios qui rendent notre politique nationale si incompréhensible pour les étrangers.

La prépondérance politique des Méridionaux est telle, ils sont si réellement les maîtres de la France, qu'ils occupent les deux

(1) Un congressiste ayant proposé Angers a été conspué et traité de *saligaud* !

positions dominantes du terrain politique, le pouvoir et l'opposition. Ils règnent non seulement dans les partis gouvernementaux, mais aussi sur ceux qui leur disputent le pouvoir. Si la République méridionale était renversée, ce serait au profit d'une réaction qui serait tout aussi méridionale, sinon plus.

Le public est bien simple, bien mal informé, s'il prend au sérieux cette opposition qui vient du Midi tout comme la République des camarades. Même quand les belligérants se menacent de mort, il ne faut pas perdre de vue que ces gladiateurs sont les uns et les autres des enfants du Rhône ou de la Garonne, et que leur antagonisme est donc sans intérêt réel pour la solution de la crise profonde qui dissout la France. Car les Méridionaux blancs ont beau mener contre les Méridionaux rouges une guerre qui ne reculerait pas devant l'effusion du sang, il n'en est pas moins vrai qu'ils sont parfaitement d'accord avec eux sur ce principe que la prépondérance politique du Midi est légitime et qu'elle doit rester intangible.

De sorte que, si les Méridionaux blancs l'emportaient sur les rouges, la France n'en resterait pas moins dans la condition qui fait son malheur ; elle serait toujours la proie que se disputent les Méridionaux ; elle serait toujours victime du régime sudiste ; elle y perdrait même plutôt, car les Méridionaux maigres arrivant au pouvoir seraient plus affamés que les Méridionaux repus.

Les conservateurs du Midi cherchent dans le Nord des partisans et des subsides ; et les rouges du Midi leur opposent les rouges du Nord recrutés en masse pour la défense de la République méridionale. D'un côté comme de l'autre, c'est toujours au profit du Midi que les bons gogos du Nord s'agitent et s'entre-déchirent. Qu'on leur fasse faire de la politique rouge ou de la politique blanche, c'est toujours sous une bannière méridionale qu'ils marchent les uns contre les autres — c'est toujours contre leur région, ses droits, ses intérêts, sa dignité.

La situation contraire ne serait pas possible. Si des groupes politiques fondés dans le Nord, dirigés par des influences nordistes, essayaient de se mêler des affaires des Méridionaux, d'y prendre parti et de les pousser les uns contre les autres, ils ne recueilleraient dans le Midi ni un sou, ni un adhérent. Ils en seraient tout de suite pour leur courtoisie honte. Il y a un esprit public, dans le Midi. Quand il s'agit de leurs provinces, il n'y a plus chez les Méridionaux ni rouges, ni blancs. Tous ont dans le fond la même mentalité, la même façon de comprendre, de sentir, d'aimer et de haïr, tous ont les mêmes préjugés particularistes et les mêmes antipathies, tous ont la même conviction que la France n'est que la grande colonie du Midi. S'ils sont divisés, c'est uniquement sur la façon dont cette colonie doit être gouvernée, exploitée, et sur la question de savoir auquel des partis méridionaux il appartient de diriger officiellement les affaires de la France.

Un seul événement pourrait donc arrêter notre pays sur la pente fatale et changer positivement la face des choses, ce serait que la France du Nord, renvoyant dos à dos blancs et rouges du Midi, leur signifîât : L'Etat, ce n'est plus le Midi, c'est toute la France.

Le Nord n'a pas besoin de la tutelle du Midi. Mais la France a besoin du Nord pour relever ses affaires et pour réparer toutes les folies de la domination méridionale. Donc, rentrez dans l'alignement français, guide au Nord !

ENTRE NOUS

Combien il s'en faut, hélas ! que le caractère et l'esprit de nos Elus du Nord, et aussi de leur électeurs, soient au niveau qu'exige un tel sursaut d'énergie !

Ah ! que piteux et marmiteux ces Elus du Nord et du Pas-de-Calais qui se sont permis de paraître au Congrès de Nice ! Que de platitudes, que de serviles attitudes pour en arriver à se faire traiter comme des êtres qui, même réunis, ne comptent pour rien sur le théâtre parlementaire ! A force de tourner humblement autour du pot pour essayer d'y tremper leur cuiller, ils ont fini par se faire jeter un os pour Daniel-Vincent le famélique, avec l'autorisation pour Loucheur de publier dans ses journaux un communiqué annonçant qu'il aurait refusé un portefeuille, n'ayant pu aspirer à celui des Finances, ce qui est parfaitement faux, attendu que s'il était resté un Ministère des W.-C. nationaux dont personne n'aurait voulu, ledit Loucheur en aurait fait ses beaux dimanches. On n'a pas voulu de lui, voilà la vérité.

En voyant à Nice ces larves obséquieuses, plus d'un méridional a dû penser : Que viennent-ils f... ici ces Boches du Nord, qui ne sont même pas Nordistes ?

Pour donner une idée de l'abîme qui sépare nos politiciens du Nord de ceux du Midi, faisons un parallèle entre la personnalité de M. Maurice Sarraut, par exemple, et celle de notre Loucheur.

Simple journaliste, correspondant à Paris de la *Dépêche de Toulouse*, languedocien sans talent, sans diplômes, sans fortune personnelle, Maurice Sarraut est parvenu à une telle influence dans le monde politique, il y jouit d'une autorité si considérable, que, depuis un quart de siècle au moins, pas un gouvernement républicain n'a été constitué, pas un Ministre de l'Intérieur n'a été choisi sans son avis ou nonobstant son veto. Il jongle avec les Préfectures et les grandes fonctions administratives. Aucun Préfet ne peut être nommé ou disgracié en France, si Maurice Sarraut s'y oppose. Il n'a jamais brigué aucun siège électoral. Il a fallu des circonstances et des instances extraordinaires pour le décider à accepter un mandat de Sénateur. Cette incorporation dans le cadre politique normal aurait pu diminuer sa personnalité, plutôt que l'accroître. Il a résisté, pour ne pas amoindrir son influence, à toutes les offres de portefeuilles ministériels. S'il a accepté des ministères, ça n'a jamais été que pour son frère, Albert Sarraut, comme lui journaliste et rédacteur à la *Dépêche*.

Notre Loucheur, lui, est farci de diplômes ; c'est un as en mathématiques. Sa fortune est colossale, et il a eu le talent de faire lui-même ce magot extraordinaire.

Extraordinaires également furent les circonstances qui, pendant la guerre, firent de lui un homme politique. Clemenceau avait pensé que ce Roubaisien étant un homme d'affaires du Nord, serait un réaliste, un nordiste, un taiseux de Flandre, parlant peu et agissant beaucoup. C'est ce qui manquait le plus dans notre personnel politique. De sorte que Loucheur avait la partie belle à jouer un rôle admirable et contribuer puissamment à ramener la France vers la sagesse et la raison du Nord.

Ce rôle, il l'a si mal compris, si stupidement interprété, si misérablement raté, qu'il est aujourd'hui l'homme le plus discrédité du Parlement. Le réaliste du Nord transplanté dans le domaine parlementaire a stupéfié tout le monde par son intarissable faconde, par la légèreté de ses propos, par son inconsistance politique, par son goût pour l'intrigue, les tripotages de couloirs, les manœuvres électorales, par sa fringale du pouvoir. Il peut se vanter d'avoir proféré, depuis sept ans, toutes les sottises retentissantes qui ont nui à la France et en particulier à la région du Nord. Aussi est-il, comme on dit, complètement brûlé. Il a beau subventionner des journaux, et faire le trottoir pour se glisser dans les combinaisons, tout le monde le fuit, personne ne le prend plus au sérieux, il est à l'index comme un faiseur qui porte la guigne, et son influence est radicalement nulle.

Pourquoi cette différence entre Maurice Sarraut, qui peut tout dans la République, et Loucheur qui ne peut plus faire ni mal, ni bien, malgré ses millions, ses journaux et ses mathématiques ?

Oh ! c'est bien simple. Maurice Sarraut représente et personnifie moralement la cause du Midi ; il incarne, avec une aptitude et une passion en quelque sorte mystiques, cet esprit de discipline pour la domination méridionale dont son journal la *Dépêche* est l'organe le plus répandu et le plus puissant. Il est en quelque sorte le plénipotentiaire occulte mais souverain de la raison d'Etat méridionale à Paris. Et voici un fait qui montre l'empire absolu de cette raison d'Etat.

S'il est un être au monde que Sarraut déteste et méprise c'est Skrameck, l'actuel ministre de l'Intérieur. Les motifs de cette antipathie sont anciens et d'ailleurs on ne peut plus fondés. Sarraut est un caractère droit, un républicain loyal qui ne déteste pas les gens sans de bonnes raisons. Et pourtant c'est lui qui a imposé Skrameck à l'Intérieur, et voici pourquoi. Ce qui pourrait arriver de plus fâcheux pour la domination méridionale, ce serait l'avènement d'un régime fasciste en France. Du coup, la marmite serait renversée, et il faudrait peut être un siècle entier au Midi pour se ressaisir de sa proie. La raison d'Etat méridionale exige donc qu'il y ait à Paris un Ministre de l'Intérieur à noigne, capable de recourir à n'importe quels moyens pour tuer le fascisme dans l'œuf. L'homme capable de tout, a dit Sarraut, je le connais, c'est mon vieil ennemi Skrameck, sénateur de Marseille — prenez-le, vous ne trouverez pas mieux en fait de Saltabaldil parlementaire. Et Skrameck restera place Beauvau tant que Sarraut jugera que la raison d'Etat méridionale l'exige.

Bref, ce que représente Sarraut, et d'où lui vient son influence, on le voit par cet exemple.

Mais Loucheur, en dehors de sa vanité, de ses ambitions personnelles, et de quelques mercantis roubaisiens qui comptent sur lui pour avoir du ruban, que représente-t-il ? Quelle idée ? quelle doctrine ? quelles aspirations collectives ? quels intérêts généraux ou régionaux ?

Il aurait pu, et c'est le moins qu'on attendait de lui, représenter au Parlement le type réaliste du Français du Nord. Mais il n'a eu rien de plus pressé que de dénordiser sa personne et sa mentalité, de se dépouiller de tout ce qui, en lui, avait une valeur, pour se faire parlementaire, politicien, intrigant, tripoteur électoral à la mode du Midi. Il s'est imaginé qu'en collectionnant les journaux à coup de millions, il allait devenir un personnage irrésistible et dominer la République. Mais, comme il n'a ni voulu, ni su remplir ces journaux avec l'esprit du Nord, avec les idées et les aspirations du Nord, avec une doctrine et des revendications nordistes, pas même avec la plainte des sinistrés qui réclament leur indemnisation, il n'a eu à y mettre que le vide de ses petites considérations de politicien à la suite, qui d'ailleurs n'y voit pas plus loin que le bout de son nez, lequel est très court. C'est pourquoi il suffit qu'il s'intéresse à des journaux pour les couler à fond. Il en fait des feuilles qui n'étant que les organes de la pensée, ne disent et ne pensent rien du tout et ne peuvent intéresser ni les gens du Nord, ni ceux du Midi.

Le grand malheur c'est que ce Loucheur ayant fait tant de bruit, claironné tant de paroles malheureuses, et tant attiré l'attention sur lui, les Méridionaux n'ont pas manqué de le représenter comme la véritable personnification de la France du Nord, et d'en tirer, ce qui est de bonne guerre, les conclusions suivantes :

Voilà donc ce que le Nord a de mieux à offrir à la République en fait d'hommes politiques ? Et on nous reproche de les écarter du pouvoir ! Que deviendrait la France, si nous l'abandonnions à de tels hurluberlus, et si nous ne nous chargions pas de la gouverner, nous les Méridionaux ? Les affaires vont mal, c'est entendu. Elles iraient beaucoup plus mal si elles tombaient aux mains de brouillons tels que Loucheurs.

Si on leur fait remarquer que tous les agissements et tous les boniments de ce Loucheur sont religieusement inspirés d'rs exemples du Midi, ils répliquent qu'ils se chargent eux-mêmes des rôles dirigeants et n'ont pas besoin de doublures septentrionales, qui d'ailleurs ne sauraient avoir la manière.

Et si on leur affirme que les Elus parlementaires du Nord ne représentent réellement ni l'esprit, ni le caractère, ni les mœurs, ni les aspirations, ni les volontés des Français du Nord, mais uniquement le désir d'envoyer à la République méridionale des politiciens tels qu'elle les aime, ils sont assez bien informés pour répondre :

Ces élus ne pourraient pas représenter ce qui n'existe pas. Il n'y a dans le Nord aucun esprit public ; il n'y a même pas d'esprit nordiste — ou du moins s'il existe, il s'ignore ou se cache,

il n'ose pas se montrer. Les vagues humanités de ces régions sans-soleil n'aspirent qu'à travailler, vendre, acheter, payer et obéir. Si elles vont aux urnes, c'est qu'il est *marqué* qu'il faut voter pour les candidats de tels ou tels partis, et non afin de choisir les représentants d'une mentalité collective qui n'a jamais pris conscience d'elle-même, et d'une solidarité régionale qui n'a jamais eu ni inspireurs, ni organes, ni éducateurs (1).

Ces observations sont parfaitement justes. L'existence des Français du Nord est une lutte incessante, où chacun vit pour soi, isolé dans sa maison, cloisonné dans son parti, n'ayant jamais entendu des voix autorisées rappeler que la population du Nord a des intérêts communs plus hauts et plus larges que les programmes des partis, et que la France s'en trouverait beaucoup mieux si ces intérêts régionaux n'étaient pas méconnus et oubliés, comme s'ils n'existaient pas. Si les Français du Nord restent figés, dans cette ignorance de leur droit et de leur devoir d'exercer sur la direction des affaires nationales une influence proportionnée à l'importance de leur nombre et de leur valeur économique et sociale, c'est que personne ne leur a jamais crié l'absurdité et les dangers de leur effacement inexcusable ; c'est que les citoyens à qui il appartiendrait de susciter un esprit public dans le Nord n'en ont eux-mêmes ni l'idée, ni le désir, ou que peut-être ont-ils intérêt à ce que la France du Nord ne sorte pas de son néant politique.

Et voilà bien d'où vient tout le mal. Car il faut bien que la France soit déplorablement gouvernée à la façon méridionale, puisque les Français du Nord ne veulent rien faire de ce qu'il faudrait pour lui fournir des dirigeants qui pourraient la gouverner à la façon septentrionale.

Qu'on ne vienne pas dire : Les Français du Nord sont des gens trop occupés à travailler et à faire du commerce pour se soucier des affaires générales de leur région et de leur patrie.

D'abord cela ne serait pas une excuse. Il n'y a pas que les Flamands de France qui font du commerce et des affaires. Mais il n'y a qu'eux qui, par leur abstention systématique, divisent leur nation en deux pays, l'un qui accapare la politique et mène la France à sa perte, et l'autre qui le laisse faire par égoïsme mercantile.

Et puis il n'est pas vrai que les Français du Nord ne fassent que des affaires. Ils font aussi de la politique, mais la plus absurde, la plus bornée, la plus nuisible sous tous les rapports, la plus basse qui se puisse concevoir. Ils font de la politique marseillaise, de la politique parisienne, de la politique toulousaine, de la politique lyonnaise, de la politique catholique, de la politique provençale, de la politique internationaliste, de la politique latine ; ils se déchirent les uns les autres pour des programmes et des théories dressés dans le Midi ou à Paris, ou à l'étranger : une

(1) Une fois ces parlementaires élus ils peuvent voter comme bon leur semble. On ne leur demande jamais compte de leur mandat.

seule politique n'existe pas pour eux, c'est la politique des droits nationaux et des intérêts matériels et moraux de la France du Nord ; c'est la politique d'union nordiste, face aux empiètements et aux propagandes dissolvantes des partis méridionaux. C'est exclusivement quand on leur parle d'une politique de sagesse, de courage, d'amitié, de justice et de dignité nordistes qu'ils se dérobent, serrent leurs écus et objectent leurs soucis mercantiles. Pour les passions et les propagandes méridionales, tout ce qu'on voudra. Et aussi pour les batailles électorales entre Français du Nord. Mais rien pour la fraternité et la solidarité nordistes, rien pour la cause et pour l'honneur du Nord, pas un sou, pas un suffrage, pas une heure de la semaine !

*
**

Qu'avons-nous gagné, nous Français du Nord, à cette façon déplorable de comprendre et d'exercer nos droits de citoyens français ? On ne le voit que trop.

C'est sur nous que retombe le plus lourd fardeau des contributions fiscales, et c'est à nous qu'on les fait payer le plus rigoureusement. Nos revendications les plus justes restent lettre morte. Les pouvoirs publics et leurs agents n'ont aucune considération pour nos besoins, ni pour nos vœux, encore moins pour nos conseils, et pas même pour nos élus. Toutes les lois et réglementations restrictives de la liberté des citoyens sont appliquées chez nous avec une raideur plus que prussienne. Toutes celles qui tendent à protéger la morale et la santé publique sont laissées systématiquement en désuétude. Aucune mesure n'est jamais prise en faveur du bien-être public. Si l'Ennemi revenait demain envahir notre pays, il le trouverait exactement aussi ouvert, aussi désarmé qu'il y a dix ans. Sur les trente-cinq milliards de dépenses que la République du Midi s'offre tous les ans, on n'a pas encore trouvé les quelques billets de mille francs qu'il faudrait pour organiser la frontière du Nord en frontière ouverte. Elle est restée ce qu'elle était en 1914, ni ouverte, ni fermée, juste ce qu'il faut pour le minimum de protection et le maximum de malentendus, de bombardements, d'incendies et de massacres. Et, dans cette République où tant de milliards de mots sont gaspillés chaque jour par tant de milliers de langues et de plumes, pas un seul n'est encore venu nous dire, ne fût-ce que par politesse, qu'on ne nous en veut pas, qu'on ne nous hait pas, nous Français du Nord, qu'on ne nous fait pas un grief de nos mérites et nos aptitudes.

En attendant qu'il sorte, ce mot français, d'une bouche méridionale officielle, tous nos excédents de recettes sont raffés par l'Administration, d'accord avec nos députés et sénateurs, pour aller augmenter le bien-être des populations du Centre et du Midi.

Voilà comment le régime du Midi récompense notre soumission sans bornes à ses théories, à ses partis politiques, à sa prépondérance.

Et, livrée à cet Etat prodigue que nous entretenons, nous Français du Nord, la France dépérit de jour en jour, se démantèle et se dissout. Voilà le beau travail que nous faisons, nous Français

du Nord, en refusant de nous occuper de politique, si ce n'est les uns contre les autres et pour des formules et des programmes importés du Midi !

Bonnes gens du Nord, si vous appliquiez à la création d'un esprit public parmi vous tous les dévouements, tout le civisme, tout le patriotisme et la moitié seulement de l'argent que vous affectez à vous conformer aux consignes méridionales qui vous excitent à vous déchirer les uns les autres comme des chiens enragés, il y a longtemps que vous seriez les maîtres, dans cette France que vos ancêtres ont fondée, dont votre région est restée le maître pilier de soutènement, dont votre génie industriel et commercial et le coefficient majeur de puissance et de vitalité.

Puisque vous tenez tant à imiter les Méridionaux, pourquoi ne suivez-vous jamais le meilleur exemple qui vous vienne d'eux. Ils font tous de la politique, ils y passent leur temps, et s'entre-déchirent comme vous : mais quand les intérêts de leur Midi sont en jeu, quand son honneur est en cause, ils sont tous d'accord, ils ne forment plus qu'un parti, ils se dressent tous comme un seul homme pour défendre leur Midi.

Rien ne vous empêchera d'en faire autant quand vos élus et vos dirigeants régionaux en donneront l'exemple. Et rien n'empêche c'eux d'entre vous qui ont tant soit peu d'indépendance, de patriotisme et de ressources de se grouper pour donner eux-mêmes cet exemple.

Pas une de vos querelles, pas une de vos divisions qui tienne à des causes inexpugnables. Pas un de vos désaccords qui justifie des haines mortelles entre gens du même pays et du même sang.

Tous vos différends entre ouvriers et patrons du Nord peuvent s'arranger, à la condition que l'État et les partis méridionaux ne s'en mêlent pas, autrement dit à la condition que les conflits du travail soient réglés entre travailleurs de la région, ouvriers et patrons, parlant le même langage, et que la politique intéressée, c'est-à-dire la politique méridionale, ne vienne pas pêcher dans cette eau trouble.

Est-ce que les ouvriers méridionaux ont jamais permis aux politiciens du Nord de venir se mêler de leurs désaccords avec leurs patrons ? Non, et ils ne s'en sont pas mal trouvés ? Que les travailleurs du Nord en fassent autant, qu'ils règlent leurs différends entre travailleurs du Nord, vivant sous le même ciel, ils s'en trouveront encore mieux.

Encore les ouvriers ne sont-ils pas sans excuse quand, oubliant qu'ils sont du Nord et qu'il y a aussi une solidarité nordiste, et des intérêts nordistes, ils se mettent à la remorque des partis du dehors qui les poussent à vivre sur le pied de guerre contre leurs patrons, au lieu de chercher à s'entendre avec eux. Leur politique peut s'expliquer et se défendre.

Beaucoup moins excusable est le cas des Conservateurs du Nord, et bien plus difficile à comprendre. C'est un véritable cas de pathologie mentale. Il ne peut s'expliquer que par une ignorance phénoménale du passé et du présent politiques de la France,

ou par un manque absolu de logique, ou encore par une lâcheté morale sans exemple dans l'histoire.

Par conservateurs on entend ici les républicains non socialistes, et les réactionnaires, libéraux, cléricaux nationalistes, royalistes, etc..

Ces conservateurs de la région du Nord se répartissent en deux catégories : D'une part ceux qui ne pensent rien, pas plus que les moutons qui trottent sur la route devant le chien du troupeau, et ceux qui ne rêvent que rubans, rosettes, distinctions officielles et faveurs administratives, généralement anciens garçons de magasin parvenus, qui éprouvent le besoin de passer pour honorables avec garantie du gouvernement. De ces gens là, il ne saurait être question pour la création d'un esprit public. Il faut les laisser à leur vraie place, aux derniers degrés des classifications zoologiques, avec les vers de terre.

Et, d'autre part, les Français du Nord qui réfléchissent, qui sont cultivés, indépendants, qui n'ont pas seulement des valeurs, mais aussi de la valeur personnelle, des ressources intellectuelles et morales.

Voilà les vrais coupables, Voilà ceux qu'il faut inculper du fait qu'il n'y a dans le Nord ni esprit public, ni esprit nordiste, et de tous les préjugés qui en résultent tant pour la France entière que pour la région du Nord. C'est à ceux-là qu'il faut s'en prendre, si la France du Nord, traitée en colonie pénitentiaire par l'Etat méridional, accepte cette vassalité avec une résignation de tribu vaincue et qui a dit adieu à toute espérance.

Ils auraient pu, ils peuvent encore faire qu'il en soit autrement, mais ils ont toujours des prétextes pour s'y refuser.

Est-ce paresse ? veulerie ? lésinerie ? Non certes. Ils ne sont ni paresseux, ni indifférents, ni avarés quand il s'agit de soutenir et de subventionner certains partis, certaines propagandes, certaines campagnes de presse, qui, c'est triste à dire, sont ouvertement antinordistes. Car c'est bien eux qui financent le plus efficacement l'opposition royaliste méridionale à la République. Or il leur est impossible d'alléguer que les partis et les apôtres qui réclament la royauté seraient moins hostiles à la France du Nord, et moins méridionalistes que les dirigeants actuels. L'antipathie de ces royalistes du Sud pour tout ce qui est septentrional est tellement ardente, tellement dominante, tellement militante, qu'ils ne l'ont jamais dissimulée aux royalistes du Nord, même en encaissant leurs souscriptions. Il faut vraiment que ces derniers aient l'estomac solide et l'épiderme coriace pour essuyer sans sourciller toutes les avanies et tous les crachats dont les abreuve le mépris quotidien des mufles du Félibrige royaliste, en leur vantant, avec une insistance exclusive, le sang méridional, la sagesse, la poésie, la vertu, le génie des mocos et des occitans, sans leur faire jamais la politesse d'un remerciement pour leur concours, ni d'une allusion bienveillante aux malheurs et aux mérites de la France du Nord, sans jamais plus leur parler de la Flandre et des Flamands que s'il s'agissait d'une étable à pourceaux.

Oui, il faut que ces royalistes du Nord soient de fameux jobards pour propager eux-mêmes des imprimés où leur race, leur valeur sociale, leur idéal, les services rendus par le Nord à la France sont passés sous silence avec le parti pris le plus insultant, le plus sournoisement agressif.

Et il faut qu'ils se croient de bien petits garçons pour n'avoir pas démasqué les tapeurs méridionaux déguisés en royalistes, en mettant au pied du mur : « Royalistes nous sommes, mais non félibres, non provençaux, non mistraliens, non occitans.

Fichez nous la paix avec notre méridionalisme délirant, sinon nous ne marchons plus, nous ne casquons plus.

Choisissez entre la cause française royaliste, qui est la nôtre, et le nationalisme occitan qui ne nous inspire aucune sympathie. »

Les conservateurs français du Nord s'imagineraient-ils que le méridionalisme, en se faisant royaliste, deviendrait aussi bien-faisant pour la France qui lui a été funeste avec sa République marseillaise ?

Les faits ne s'accordent guère avec cette illusion. Ils indiquent plutôt que, s'il fallait à la France un roi, la première et capitale précaution qu'elle ferait bien de prendre serait de ne vouloir qu'un prince affranchi de toute tendance méridionaliste, et décide à s'aider (de même que Henri IV) des conseils de Français du Nord tels que Sully, qui était Flamand. Et cela, parce que les fautes qui ont conduit la monarchie française à sa perte proviennent initialement de la faiblesse qu'elle a eue, dès le temps des Valois, d'écouter les conseillers provençaux et languedociens qui l'ont entraînée vers le Midi et la poussèrent aux aventures d'Italie.

Si les royalistes du Nord veulent être fixés sur ce chapitre, qu'ils lisent donc l'Histoire de France dans les livres des historiens du Nord, qui sont de bonne foi, et non dans les histoires tripataouillées par des propagandistes méridionaux. Philippe de Commines leur fournira, sur les origines des premières expéditions d'Italie ; des renseignements qui leur feront comprendre les fautes et les malheurs de la monarchie. Ils verront là comment elle s'est méridionalisée par la contagion italienne autant que par l'imitation du césarisme romain qui l'a conduite au centralisme excessif, préface du jacobinisme, et finalement à l'échafaud. (1)

(1) Ce furent deux intrigants méridionaux, Estienne de Vers, sénéchal de Beaucaire, agent de Ludovic Sforce, et le clerc provençal Brissonnet, qui devint plus tard cardinal, qui entraînèrent Charles VIII en Italie pendant sa minorité, et qui, ensuite, malgré l'opposition des bons conseillers du roi, entraînèrent la monarchie française vers « les fumées et gloires de l'Italie ». Après la désastreuse issue de l'expédition de Naples, les mêmes intrigants méridionaux décidèrent Charles VIII à persister dans ses vœux sur l'Italie, « voyant leur prouffit et auctorité en la continuant (la

Armé de ces réminiscences, leur nationalisme nordiste, qui est le vrai nationalisme français, pourra se défendre contre le faux royalisme méridional. Il pourra repousser ses prétentions outrecuidantes, et affirmer en connaissance de cause que le principe de la vraie méthode royaliste, c'est que l'ordre national français, qu'il s'appelle monarchie ou république, est méconnu, dénaturé, radicalement faussé quand la France est gouvernée par des idées, des hommes, et pour des intérêts méridionaux. Tout régime qui subordonne le Nord au Midi est anarchique, antinational, insurgé contre les lois de la vie et la nature des choses françaises. Voilà ce que dit le passé, tout le passé.

Les conservateurs du Nord seraient-ils assez simples pour croire les méridionalistes qui leur font le cathéchisme royaliste plus convaincus, plus désintéressés, plus sérieux que les corneguerre occitans de l'époque des Valois ? Espèrent-ils que les vertus de ces phénix répondraient à leurs ramages, et que, si on leur confiait le pouvoir, ils rétabliraient l'ordre, la moralité, l'économie dans l'Etat, et sauveraient la France du gaspillage et de la banqueroute ?

Ils ont sous les yeux la preuve du contraire. Les électeurs parisiens, eux aussi, ont cru aux indignations morales des nationalistes méridionaux. Et, pour en finir avec la gabegie qui avait fait de leur Hôtel-de-Ville une caverne de tripoteurs, ils en avaient chassé les radicaux-socialistes, et les avaient remplacés par des candidats du nationalisme intégral, la plupart méridionaux. Le coulage et la gabegie ne firent que croître et enlaidir. Les finances de l'Etat parisien, aussi considérables que celles de plusieurs Etats de l'Europe, ont été mises par ces nationalistes dans un désordre, dans une détresse aussi graves que celles de l'Etat français. L'expérience est concluante. Clérical, socialiste, républicain ou communiste, le méridional ne poursuit, dans le fond, qu'un seul et même but à deux faces, la prépondérance du Midi, la subordination du Nord — c'est-à-dire le régime qui fait vivre la France la tête en bas et les pieds en l'air.

Les Alsaciens-Lorrains ne s'étaient pas douté de cette maladie intérieure qui ronge la France. Aussi leur surprise est-elle amère. Ils se réjouissaient de retrouver la France, ils ne retrouvent que l'occitanie généralisée. Au pouvoir, le Midi ; dans l'Opposition, le Midi ; dans la Presse, dans l'Administration, dans la Littérature, aux Colonies, dans la Magistrature toujours le Midi ! Partout le Midi, sauf dans les champs et les villages des départements

guerre) — et passait tout par eux ». Ce furent d'ailleurs deux autres méridionaux qui contribuèrent le plus aux revers des armes françaises en Italie : le traître Entragues, qui livra la citadelle de Pise aux ennemis, et qui leur vendit deux autres villes qu'il tenait pour le roi de France — et un chevalier d'Auvergne nommé de Porcy, qui sema la division parmi les Français « le tout à la grant honte du Roy et de ses subjects, et dommaige, et cosomation de la perte du royaume de Naples ». Ph. de Commines. Liv. VIII.

méridionaux. Montluc avait déjà remarqué qu'il y avait de son temps beaucoup trop de méridionaux à Paris. Les Alsaciens-Lorrains doivent penser qu'il y en a beaucoup trop partout où il ne faudrait pas. On comprend leur déception, on devine leur malaise. Ils n'ont qu'à s'entendre avec la vieille France du Nord, leur véritable sœur, et l'on essaiera de redresser la France sur sa base naturelle,

On peut y arriver ; mais à la condition que les Français du Nord, quelles que soient leurs opinions politiques, ne laissent plus les méridionaux et leurs partisans et affiliés disposer exclusivement entre eux des affaires nationales.

Or cette condition ne sera qu'une chimère tant que les Français du Nord n'auront pas créé, dans leur région, par une propagande méthodique, ce qui a fait la force du Midi, ce qui n'existe pas dans le Nord, un esprit public, lequel devra être évidemment nordiste. Le Nord deviendra nordiste, ou il sera entraîné par le Méridionalisme dans le naufrage de la société et de la patrie-françaises.

CINEAS.



MERCURE DE FLANDRE

TRIBUNE DE LA PENSÉE
FRANCO-NORDISTE

—DC—
Valentin BRESLE, directeur

204, rue Solférino, LILLE

Téléph. 27.77

R. C. Lille 3318
